

ARRÊTÉ DE VOIRIE

PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT

- VU** la demande du 28 Juillet 2018 par laquelle M. Jean-Paul BRUYERE de la SARL BRUYERE Electricité Automobile domiciliée à la Z.I. de la Boissonnette - B.P. 99 - 42110 FEURS « Tél. : 04.77.26.10.24 »,
Demande l'AUTORISATION DE STATIONNEMENT,
Voie communale : Boulevard de la Boissonnette,
- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code général des collectivités territoriales,
- VU** la loi 82-213 du 02-03-1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22-07-1982 et par la loi 83-8 du 07-01-1983,
- VU** le règlement général de voirie du 01-07-1964 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,

ARRÊTE

Article 1 : AUTORISATION

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande concernant des **travaux d'étalonnage des chronotachygraphes des camions, autres véhicules utilitaires et de tourisme équipés**, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

Article 2 : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Stationnement

L'installation visée à l'article 1 sera réalisée de façon à préserver le passage des usagers de la dépendance domaniale occupée et ne pourra empiéter sur le domaine public sur une distance de plus de 20m environ au droit de son immeuble, et une largeur de 2,50m ; et ce, boulevard de la Boissonnette, dans sa partie comprise entre le chemin de la Barre et le boulevard de l'Europe.

Disposition spéciale

Le stationnement sera interdit au droit des locaux de la SARL BRUYERE, entre le Chemin de la Barre et le boulevard de l'Europe, soit sur une distance de cent cinquante mètres environ.

Article 3 : **SIGNALISATION**

Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes :

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté (instruction interministérielle sur la signalisation routière - livre 1- et particulièrement le 8^{ème} partie).

Le bénéficiaire devra en outre respecter les dispositions particulières suivantes :

- le chantier sera clos de palissades solidement fixées.
- Ces palissades comporteront des éléments réfléchissants de part et d'autre.
- ***Une signalisation de danger particulier sera mise en place, au droit du chantier, et, de part et d'autre de celui-ci pour assurer la continuité du cheminement des piétons (sur une largeur de 1m).***
- Le chantier sera éclairé la nuit.

Article 4 : **IMPLANTATION**

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 1 jour avant le début du stationnement afin de procéder à la vérification de l'implantation. Cette dernière est autorisée à partir du ***mardi 31 Juillet 2018 jusqu'au mercredi 31 Juillet 2019 inclus.***

Tous travaux seront autorisés les jours ouvrables et week-ends aux horaires suivants :

- ***samedis « de 9h00 à 12h00 et de 15h00 à 19h00 »,***
- ***dimanches « 10h00-12h00 ».***

Article 5 : **RESPONSABILITÉ**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 6 : **FORMALITÉS D'URBANISME**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants.

Article 7 : **VALIDITÉ ET RENOUELEMENT DE L'ARRÊTÉ - REMISE EN ÉTAT DES LIEUX**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée d'un an.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai de 1 mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Fait à FEURS, le 31 Juillet 2018

Le Maire,



J.-P. TALTE

Diffusions :

Le bénéficiaire pour attribution,
La commune de Feurs pour attribution,
La Police Municipale pour information,
La Gendarmerie de Feurs pour information.

Conformément aux dispositions de la Loi 78-17 du 06-01-1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Mairie ci-dessus désignée.